

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

LETTRÉ OUVERTE A LA DIRECTION DE L'INSEE

Après de multiples démarches locales, souvent appuyées par les agents des Dems, les enquêteurs ont décidé de se mettre en mouvement pour réclamer une meilleure rémunération de l'enquête ERCV (Enquête sur les Ressources et Conditions de Vie).

Pourquoi ce mouvement ?

Pour l'année 2004, en raison de la mise en place du recensement, le nombre d'enquêtes proposées aux enquêteurs est très restreint. Pour les 800 enquêteurs du réseau ménages qui réalisaient régulièrement des enquêtes pour l'INSEE, 2004 est donc une année difficile.

Au mois de mars certains d'entre eux ont réalisé le recensement des communautés. Ils ont déjà à cette occasion souligné que la rémunération était faible, malgré une petite rallonge de la direction de l'INSEE et l'aide précieuse d'agents des Dems dans plusieurs régions.

ERCV est donc la première enquête importante de 2004 : c'est dire son impact sur le revenu des enquêteurs.

L'enquête ERCV est une enquête complexe

Pour plusieurs raisons :

- ◆ On s'intéresse aux revenus d'une année sur l'autre ; l'enquêteur doit donc réussir à fidéliser les ménages pour plusieurs années (un an, deux ans, jusqu'à neuf ans, selon le ménage). Cette difficulté s'ajoute à celle du questionnement lui-même ;
- ◆ Le ménage doit fournir plusieurs documents administratifs (feuille d'impôts, fiche de paye, factures diverses, assurances, et éventuellement documents pour les placements financiers) dont il faut extraire certains groupes d'informations. Ces opérations sont coûteuses en temps, et en attention de par la complexité des documents. Pour les obtenir, il faut également gagner la confiance des enquêtés.

Une rémunération insuffisante

Le tarif proposé par la Direction a choqué immédiatement les responsables et agents des Dems qui devaient le proposer aux enquêteurs. Devant cette levée de bouclier, la Direction a décidé d'une petite rallonge de 1,6 €, jugée insuffisante par les Dems et les enquêteurs.

La comparaison du tarif avec l'enquête qu'ERCV remplace, Panel 2001, est stupéfiante : une baisse de près de 30% pour une enquête jugée largement aussi difficile !

Demain, la Direction de l'INSEE imaginera-t-elle aussi de payer 30% de moins les agents de l'INSEE pour un même travail ?

Que revendiquons-nous pour ERCV ?

Le tarif doit être augmenté sur les trois éléments qui ont servi au calcul de la rémunération (valeur du questionnaire ménage, valeur du questionnaire individuel, valeur du Tableau des Habitants du Logement).

Nous demandons comme pour Panel l'attribution de la prime de difficulté (Cette prime avait été créée à la suite d'une négociation syndicats-direction en 2000 pour distinguer des enquêtes comprenant des difficultés particulières).

Satisfaire au plus vite ces demandes légitimes

Devant le blocage actuel, les enquêteurs de nombreuses DR ont décidé d'effectuer leurs enquêtes, mais de ne pas transmettre les questionnaires réalisés avant que la Direction ne prenne en compte leurs demandes.

Les syndicats nationaux CGT, CFDT, CGT-FO et SUD INSEE n'accepteront pas que l'austérité budgétaire se traduise par un effondrement massif des rémunérations des agents les plus précaires.

Ils appellent l'ensemble des personnels de l'INSEE, et en particulier ceux et celles des Dems à soutenir les enquêteurs dans ce combat.

Ils demandent à la Direction de l'INSEE d'ouvrir au plus vite des négociations pour parvenir à ces tarifs minimum.

Paris, le 10 mai 2004